

51216

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.14/140/Add.1  
19 février 1962

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Quatrième session  
Addis-Abéba, février-mars 1962

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI

La Délégation du Royaume-Uni a fait parvenir au Secrétariat, conformément à la résolution 24 (III), la communication suivante qui, sur sa demande, est distribuée aux membres de la Commission.

DELEGATION DU ROYAUME-UNI  
A LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
AMBASSADE DU ROYAUME-UNI  
ADDIS-ABEBA

19 février 1962

Monsieur le Secrétaire exécutif,

J'ai l'honneur de me référer au document E/CN.14/140 de la quatrième session de la Commission économique pour l'Afrique, au sujet des mesures prises en application de la résolution 24 (III) de ladite Commission.

Le paragraphe 3 de ce document signale qu'à l'instar d'autres gouvernements, le Gouvernement britannique n'a pas envoyé de réponse à la communication du secrétariat en date du 26 avril 1961 qui porte sur cette question. Jusqu'alors, le Gouvernement de Sa Majesté n'avait pas eu l'impression qu'il y eût lieu d'attendre des observations de sa part. Il considérait que sa position était bien connue de tous les membres de la Commission. C'est très volontiers cependant que je vous expose la situation actuelle afin d'apporter quelques précisions supplémentaires au document E/CN.14/140.

Tous les territoires africains dont les relations internationales relèvent encore de la responsabilité du Royaume-Uni sont membres associés de la Commission et la plupart d'entre eux ont siégé en cette qualité depuis la première session en 1959. Les gouvernements de ces membres associés sont évidemment libres de décider, d'après leurs conditions et leurs besoins propres, de toutes questions touchant à leur participation aux réunions de la Commission et de ses organes subsidiaires. En particulier, sur la question de leur représentation aux réunions, il incombe à ces gouvernements de décider eux-mêmes.

Il me serait agréable que vous acceptiez de distribuer cette lettre aux membres de la Commission comme un document de la Commission.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire exécutif, les assurances de ma très haute considération.

(signé) Alan Dudley

M. Mekki Abbas,  
Secrétaire exécutif  
de la Commission économique  
pour l'Afrique